

Hôpital Aix-Pertuis : serrer les rangs face à la crise des urgences

Des fermetures sont encore annoncées pour cette fin de mois. À l'occasion des vœux au personnel soignant de Pertuis, le maire, Roger Pellenc, a rappelé sa détermination à maintenir un service de proximité.

Se rendre aux urgences des hôpitaux les plus proches... Voilà un écriteau que bon nombre de médecins, patients et maires du bassin du Sud Luberon font le vœu de ne plus voir afficher cette année. Force est de constater que pour ce mois de janvier, cette bonne résolution est d'ores et déjà à ranger aux oubliettes. Rien que pour cette dernière semaine du mois, les urgences pertuisiennes seront closes les nuits des 24, 25 et 26 janvier de 18h30 au lendemain 8h30. Sur cette même période, l'hôpital de Manosque annonce quant à lui deux jours de fermeture de ses urgences les jeudi 25 et vendredi 26, ainsi que toutes les nuits jusqu'au 29 janvier. Voilà un bassin de population estimé à 160 000 habitants laissé orphelin d'un système de soins d'urgence de proximité.

Et quand ces deux établissements de santé toussent, à Aix-en-Provence, on sent d'avance la fièvre monter... "Quand l'un va mal, on sent que l'ensemble est sous tension", reconnaissait le directeur général du centre hospitalier du pays d'Aix, Nicolas Estienne, à l'occasion d'une cérémonie de vœux hier sur le site de l'hôpital de Pertuis. Malgré les annonces de réhabilitation de l'accueil du service des urgences pour le mois d'avril, qu'a pu faire la directrice du site pertuisien Cécile Aubert, qui saluait le travail mené par le docteur Joëlle Vanneyre, chef de service, impossible d'occulter les nombreuses fermetures qui ponctuent l'année.

Une visite de l'ARS attendue
Dans ce cadre, le maire de Pertuis, Roger Pellenc assurait que le directeur de l'Agence régionale de santé (ARS), Denis Robin, devrait se déplacer au sein de l'établissement de santé pour évoquer la problématique avec le personnel soignant et les administrateurs, d'ici quinze jours. "Cette situation de fermeture est intolérable", grondait le maire pertuisien, rappelant qu'il avait saisi les parlementaires de Vaucluse sur la question et qu'il espérait pouvoir rapidement rencontrer la nouvelle ministre de la Santé. Seule



Le docteur Yves Rimet, président de la Commission médicale d'établissement du centre hospitalier intercommunal Aix-Pertuis, Roger Pellenc, maire de Pertuis, Nicolas Estienne, directeur général de l'établissement, Cécile Aubert, directrice du site pertuisien et Marie-Pierre Sicard-Desnuelle, présidente par délégation du conseil de surveillance du CHIAP, Centre hospitalier intercommunal Aix-Pertuis. /PHOTO CYRIL SOLLIER

éclaircie à l'horizon : "On a ouvert quelques portes avec Marseille qui va nous soutenir dans les gardes. On devrait compter sur des urgentistes de l'Assistance publique des hôpitaux de Marseille (AP-HM)". Pour l'édile, un retour à la normale ne pourra se faire sans revoir la loi cadrant la rémunération des médecins en intérim. "C'est ce qui nous file le coup de bâton. On n'a plus de vacataires, alors que les anciennes rémunérations du privé sont maintenues", déplore-t-il. Avec près de 18 000 passages aux urgences pertuisiennes sur les plus de 80 000 que comptabilise le CHIAP Aix-Pertuis, la crise est profonde et peut avoir de lourdes conséquences sur le

“ Quand l'un va mal, on sent que l'ensemble est sous tension. „

NICOLAS ESTIENNE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CHIAP AIX-PERTUIS

territoire. Aussi, la communauté médicale du secteur essaie d'apporter son concours afin de soulager un service sous haute tension. "Les médecins de ville nous soutiennent avec la communauté professionnelle territoriale de santé du Sud Luberon (CPTS) pour que la bobologie soit prise en charge en dehors de l'hôpital". Dans ce contexte, Roger Pellenc peut-il emboîter le pas de son homologue de Manosque, Camille Galtier, qui met en jeu sa démission du conseil d'administration de son centre hospitalier si aucune solution n'était trouvée? "Je me mets à la place du maire de Manosque qui lui est dans une situation dramatique. Il est dans l'adversité et je com-

prends qu'il ait cette révolte. En ce qui me concerne, j'ai l'avantage d'être avec Aix. Et ce que je peux confirmer, c'est que le corps médical aixois est dévoué pour Pertuis", tempérait le maire. Le directeur général, Nicolas Estienne, appuyait d'ailleurs en ce sens, rappelant qu'après la crise sanitaire lors de laquelle "on y a laissé quelques plumes", "on a une chance, c'est d'être ensemble. Aix sans Pertuis, ce n'est pas le même hôpital, pas la même attractivité, pas la même épaisseur, et l'inverse vaut aussi." Une union affichée que les entités devront consolider, car la crise, au CHIAP Aix-Pertuis, viendra aussi d'un budget de plus en plus contraint...

A.Bi.

Nouvelle certification

Le centre hospitalier intercommunal Aix-Pertuis a obtenu sa nouvelle certification de la Haute autorité de santé : "Un examen pour montrer ce qu'on fait de meilleur, notre volonté de donner le meilleur au patient, de vouloir progresser et avancer. Là se trouve notre trésor que nous devons cultiver. Ce ne doit pas être juste l'élan d'un examen, mais le moteur de l'activité au quotidien", relevait le docteur Yves Rimet, président de la Commission médicale d'établissement du CHIAP Aix-Pertuis. À ses côtés, Cécile Aubert, directrice de l'hôpital de Pertuis, faisait part de sa "grande fierté". Les visiteurs experts ont été enchantés par notre site, notre travail et notre prise en charge des patients. On a un petit site mais on est fort. On a des projets et on les défend", appuyait-elle.

À ce propos, l'hôpital, ouvert sur le nord des Bouches-du-Rhône et l'est du Vaucluse comptera un beau projet en matière d'imagerie médicale avec l'installation prochaine d'un IRM. "Un atout pour la population, un service de proximité qui était manquant et une offre de soins renforcée. D'autres projets sont à venir, la temporalité n'est pas toujours celle qu'on voudrait, mais il faut réattribuer une fonction de soin à l'établissement", relevait encore le Dr Rimet.

Côté maternité, Pertuis et Aix ont désormais un chef de service unique et les consultations sage-femme font leur retour. Pour ce qui est des soins de suite et de réadaptation (SSR) et de l'unité de soins de longue durée (USLD), les taux d'occupation ne sont certes pas au beau fixe, mais pour la direction, l'hôpital doit réussir à rouvrir les lits de SSR, dans le but de garantir le service public. "Des investissements sont faits, et le Chiap en priorise certains comme pour le pour plateau imagerie afin d'être à la hauteur de nos projets", concluait Cécile Aubert.

HÔPITAL PRIVÉ DE PROVENCE

Le pôle santé cherche spécialistes pour compléter l'offre

C'est aussi l'autre enjeu du corps médical. Si les services d'urgence pâtissent du manque de recrutés pour tenir les services ouverts, au sein de l'Hôpital Privé de Provence on cherche encore des spécialistes pour compléter l'offre de soins au sein du nouveau pôle santé. Ainsi, les chirurgiens thoraciques et un pneumologue espèrent pouvoir partager un bureau de consultation de 22,4 m² et un espace de 132 m² avec une salle de repos et une salle d'attente avec un nouveau spécialiste. En complément de ces locaux, l'établissement précise que sont également disponibles deux bureaux de consultation avec des salles de soins de 37 m². Le Pôle Santé de Provence ouvert depuis le mois de décembre ne fait pas encore

complètement le plein. "Nous recherchons un addictologue pour compléter ce cabinet et un dermatologue pour compléter l'offre médicale globale de notre site", précisait Gabriëlle Lépagney, présidente de l'Hôpital Privé de Provence.

Sur un espace de 3 000 m², le pôle santé accueille déjà une quarantaine de médecins et une vingtaine de cabinets médicaux.

Sur un espace de 3000 m²; le pôle santé accueille déjà une quarantaine de médecins et une vingtaine de cabinets médicaux proposant différentes spécialités avec une activité importante en oncologie et cardiologie mais aussi en chirurgie ORL, neurologie, rhumatologie, pneumologie, chirurgie thoracique, gynécologie, stomatologie ou encore endocrinologie et néphrologie. L'objectif affiché est de réduire les délais d'attente des patients pour ces spécialités qui demandent parfois de longs mois d'attente, conduisant, pour certaines pathologies à un engorgement des urgences. L'établissement de santé vient compléter l'offre de la Maison Médicale de Provence, installée depuis 2019 et accueille 80

consultants spécialisés autour d'une vingtaine de disciplines différentes et d'un service d'analyses médicales intégrées. Et si l'offre ne vient pas résoudre le problème de fond de la médecine sur le territoire, cette réalisation, comme le centre médical de soins non-programmés Urgence-med, avenue des Tamaris, sont salués par Audrey Ferullo, directrice de la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) Sainte-Victoire. "L'absence de solutions pour se soigner conduit les habitants à engorger les services d'urgences. Le fait d'avoir des spécialistes accessibles pour les patients d'Aix, du département des Bouches-du-Rhône et des départements voisins est une excellente initiative."



Le pôle santé de l'Hôpital Privé de Provence a ouvert ses portes en décembre. Dans ce nouvel espace, les consultations de spécialistes complètent l'offre déjà déployée par la Maison médicale depuis 2019. /PH C.S.

Le fait du jour

Les urgences ne sont pas

Si l'Agence régionale de santé note une légère baisse de la fréquentation des urgences dans la région en 2023 par rapport à l'année précédente, elle reconnaît que le système reste toujours "fragile". Six établissements en difficulté, d'Aix-Pertuis à Manosque en passant par Martigues, font l'objet d'un audit pour tenter d'améliorer la situation.

Des fermetures nocturnes qui s'allongent, des patients qui n'en peuvent plus de patientier, des professionnels fatigués, des services qui manquent cruellement de personnel...

Les urgences en France souffrent, et cela dure. La dernière grosse poussée de fièvre date de l'été dernier, où des campagnes de communication avaient incité la population à ne se rendre aux urgences qu'en dernier recours.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur - qui compte 48 établissements disposant d'un service d'urgences - n'échappe pas au marasme. "Ce réseau, comme au niveau national, demeure sous tension. C'est un fort sujet d'attention pour nous. Essentiel au bon fonctionnement du système de santé, il est fragile, très sollicité", admet Denis Robin, directeur de l'Agence régionale de santé Paca (ARS).

Situation tendue d'Aix à Manosque

Les difficultés se concentrent actuellement dans plusieurs hôpitaux, dont les urgences ont dû fermer, plus ou moins longuement, leurs portes la nuit. "C'est le cas de Manosque, de Gassin Saint-Tropez dans le Var, d'Aix-Pertuis, de Draguignan, de Carpentras. Certains établissements ne sont pas frappés par des fermetures mais sont sous tension régulière, comme Martigues", énumère Denis Robin, qui signale que l'hôpital public n'est pas le seul touché.

"On a aussi des services d'urgences en clinique privée qui, et c'est assez inédit, se retrouvent en difficulté et ont dû fermer par moments; c'est le cas

“ Pour la première fois depuis plusieurs années, les établissements recrutent à nouveau. „

DENIS ROBIN, DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

de l'HPP (Hôpital privé de Provence, NDLR) à côté d'Aix... La grande difficulté pour nous, c'est que la plupart de ces établissements où la situation est tendue se trouvent dans le même bassin de vie, qui va d'Aix à Manosque.

Pour ces hôpitaux, l'ARS a lancé un audit. Il devra mesurer les effectifs, les organisations internes, les relations avec la médecine de ville. En bref, améliorer l'amont et l'aval des urgences. "Certaines urgences sont asphyxiées par des patients qu'elles n'arrivent pas à renvoyer vers des filières aval. Il faut qu'on analyse pourquoi et comment on peut fluidifier. Soit en ouvrant des lits qui ont été fermés dans les services de médecine, ou en développant des services de soins de rééducation, de médecine de suite,



Les urgences, "un fort sujet d'attention", dit Denis Robin, directeur de l'ARS. /PHOTO N.V.

partie de l'arsenal. "L'exemple de celui d'Aix est intéressant: il a vu 3000 passages pendant un an. Autant de personnes qui ne vont pas aux urgences." Enfin, motif d'espoir relevé également par Denis Robin: "Pour la première fois depuis plusieurs années, les établissements recrutent à nouveau. Aux urgences de Timone, on est passé d'un effectif, en 2022, de 22,7 à 28,7 cette année. À l'hôpital Nord, on est à +2. Pareil à Carpentras, dans le Vaucluse, où on vient de recruter une nouvelle cheffe de service. On a aussi des recrutements à Nice. C'est un bon signal."

Un Observatoire régional des urgences activé

Un bon signal, mais qui ne fait pas travailler les soignants dans des conditions confortables pour autant. "C'est toujours fragile. C'est souvent à un effectif près. Il suffit d'une défaillance d'un médecin pour qu'on se retrouve en difficulté", reconnaît Denis Robin.

"C'est tout le système de santé qui est malmené, témoin de son côté Pascale Jourdan, secrétaire générale CGT à l'AP-HM. Si la médecine de ville fait défaut, ça impacte l'activité des hôpitaux. Il faut recruter davantage, et améliorer les conditions de travail, qui sont souvent déplorables. Et les rémunérations peu attractives."

En attendant, l'ARS a décidé de réactiver dès cette année un Observatoire régional des urgences. "Ce sera un outil d'analyse de la situation, de diagnostic, de centralisation des données, et de proposition de solutions. Ce travail est fait avec les professionnels des urgences, chefs de services. Il permettra d'avoir une analyse qualitative des données."

Julien DANIELIDES

risreader

AUX URGENCES FERMÉES DE NUIT DE L'HÔPITAL LOUIS RAFFALI DE MANOSQUE

"On a l'impression d'être laissés à l'abandon"

"Notre système de santé, qui était l'un des meilleurs du monde, se trouve dans un véritable naufrage." C'est le cri du cœur de Christian Recton, habitant de Pierrevet qui a subi de plein fouet le triste quotidien des urgences de l'hôpital de Manosque depuis un peu plus de deux ans: des fermetures de nuit, entre 18h30 et 8h30, auxquelles viennent s'ajouter, de manière sporadique, des fermetures de jour. La raison? Des difficultés chroniques à recruter des médecins urgentistes afin d'avoir un service avec un fonctionnement optimal.

"Opéré le 14 juin 2023 en ambulatoire pour des calculs ré-

naux, j'ai une poussée de fièvre le lendemain soir. Les urgences de Manosque fermées, le Samu ne répond pas, ma femme et mon fils décident de me descendre à Aix-en-Provence, et plus spécifiquement à l'Hôpital Privé de Provence car il y avait, respectivement, neuf heures et six heures d'attente aux hôpitaux publics d'Aix et de Pertuis. Diagnostic: choc septique et pronostic vital engagé. Après une semaine en Réanimation Urgence Vitale, j'ai été hospitalisé jusqu'à la fin du mois de juillet au service des maladies infectieuses de Manosque. Pour résumer, si ma famille avait attendu le lendemain à l'ouverture de Manosque, je ne serai plus là", narre Christian Recton. Un témoignage qui fait écho à la fameuse pancarte affichée à l'entrée dès que les portes des urgences se ferment indiquant la marche à suivre: appeler le 15 pour régulation, revenir le lendemain, ou se rendre aux hôpitaux de Digne-les-Bains, Sisteron, Aix-en-Provence ou Pertuis. C'est auprès de ce dernier établissement de santé que Franck a dû se rendre après une blessure à l'occasion de



Les urgences de Manosque sont continuellement fermées de nuit depuis un peu plus de deux ans. /PHOTO S.D.

son déménagement à Manosque en août 2023: "Je n'étais pas du tout au courant de ces fermetures aux urgences. Du coup, quand je me coupe le petit doigt jusqu'à la

chair vers 21h30, je m'y rends mais je me retrouve devant une entrée fermée. J'ai juste une personne à l'interphone qui me dit, de manière froide et sèche, d'appeler le 15. En

gros, débrouillez-vous! Je suis alors parti à Pertuis et ça a été réglé en 30 minutes. Mais en tant que père de famille de quatre enfants, je pense à eux! C'est un vrai danger de

ne pas pouvoir compter sur des urgences à Manosque. On a l'impression d'être laissés à l'abandon. Et honnêtement, si j'avais été au courant de ces fermetures, j'aurais réfléchi à deux fois avant de venir ici." Cette inquiétude de père, Jean Gandolfo la partage en évoquant la situation de sa femme, "sujette à des nombreuses occlusions intestinales et à répétition. Elle a subi par le passé, près de dix opérations pour cette pathologie. La fermeture des urgences de nuit est donc, pour elle, une source supplémentaire de stress et d'angoisse. Comment une ville comme Manosque et ses nombreux habitants peuvent subir un tel manque?"

En pointant notamment du doigt "la légèreté et le mépris" de l'ARS sur ce dossier, le maire Camille Galtier est tout aussi agacé par l'état des urgences de sa commune. Et il l'a fait clairement comprendre en mettant sa démission de la présidence du conseil de surveillance sur la table "en juillet prochain si l'hôpital ne retrouvait pas un fonctionnement digne de son bassin de vie de près de 100 000 personnes".

Christophe LOURENÇO

encore sorties d'affaire



AU CENTRE HOSPITALIER JOSEPH-IMBERT D'ARLES

Des chantiers concrets pour améliorer le service

Les centres de soins non programmés

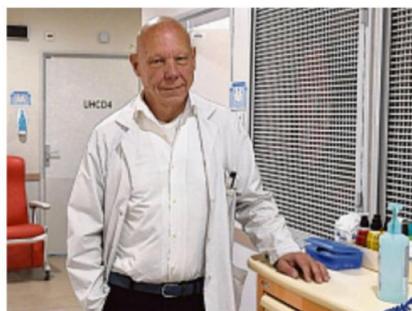
"Vous avez contacté votre médecin traitant mais il n'est pas disponible ? Vous êtes de passage et avez besoin de consulter ? Pour ne pas saturer les services d'urgence, des lieux de soins peuvent vous accueillir, en semaine, le week-end, en journée ou en soirée. Consultez la carte ci-dessous." Sur le site www.paca.ars.sante.fr figurent plusieurs lieux où se soigner sans passer par les urgences, dont un grand nombre est accessible sans rendez-vous. Le ministère de la Santé a déployé sur ce modèle une carte sur l'ensemble du territoire national.

J.D.

"Sur les 19 postes de médecins que l'on devrait avoir pour assurer un service optimal, neuf sont vacants. Nous avons donc recours à l'interim. Il manque aussi une infirmière gériatrique de nuit." Sylvia Breton, directrice de l'hôpital Joseph-Imbert est réaliste. "Je ne peux pas dire que les urgences vont bien. Je le dirai quand les effectifs seront au complet."

Pour autant ici, tous les efforts sont faits pour que le service soit le meilleur possible. Lorsque le personnel n'est pas au complet, les urgences passent ainsi en "mode restreint". "L'accueil est assuré, le service de Smur aussi. La seule différence, c'est que nous redirigeons les patients dès que c'est possible." Sur les huit derniers mois, ce dispositif n'a été activé qu'une trentaine de fois.

Depuis début d'octobre, le Dr Manrico Gianolo est le nouveau chef du service. "Nous avons la chance d'avoir une équipe très attachée aux urgences, et qui ne lâche pas.



Manrico Gianolo est le chef du service depuis début octobre. JE. CATARINA

Les médecins multiplient les gardes pour ne pas fermer le service", souligne-t-il, bien conscient que l'abnégation du personnel n'est pas une solution pérenne.

Alors avec la direction de l'hôpital, Manrico Gianolo a entamé des discussions visant à établir plusieurs groupes de travail pour améliorer et consolider le lien de

confiance entre les urgences et la population qui s'y présente.

D'abord, le chantier "accueil et information des usagers", lancé le 1^{er} février, visera à donner toutes les informations nécessaires au patient : mise en place d'un questionnaire de satisfaction, installation d'écrans pour connaître le temps d'attente en direct,

les meilleures conditions." La troisième mission identifiée par le service sera d'optimiser l'UHCD (Unité d'hospitalisation de courte durée), composée de cinq lits au sein des urgences, où les patients peuvent rester 24 heures au maximum.

installation d'un médiateur, information sur le fonctionnement du service... "Il faut bien communiquer, notamment concernant le circuit court des patients les moins graves", précise le Dr Gianolo. Mi-février, un autre groupe de travail va se pencher sur la gestion des interfaces entre les urgences et les différents services vers lesquels sont redirigés les patients. "Le but ici est d'envoyer le bon patient dans le bon lit, pour qu'il soit accueilli dans

les meilleures conditions."

"C'est une zone tampon essentielle qui permet la bonne régulation de l'activité. Le patient peut rester puis rentrer chez lui, ou rester quelques heures avant d'être transféré dans le bon service ou dans un autre établissement. Nous allons réfléchir, toujours au sein du groupe de travail, pour voir comment pouvoir faire fonctionner au mieux ces cinq lits."

Enfin, la gouvernance au sein du service sera également travaillée. "Il est essentiel de bien savoir qui fait quoi. Il s'agit de distribuer les responsabilités, pour que notre organisation soit la plus lisible possible pour le personnel, pour les autres services de l'hôpital, et pour la population."

Cyrielle GRANIER

Santé : face à la crise des urgences, le personnel de l'hôpital Aix-Pertuis veut serrer les rangs

Par Aurélie BIAGINI

Publié il y a 21 heures - Mis à jour il y a 21 heures



Le docteur Yves Rimet, président de la Commission médicale d'établissement du centre hospitalier intercommunal Aix-Pertuis, Roger Pellenc, maire de Pertuis, Nicolas Estienne, directeur général de l'établissement, Cécile Aubert, directrice du site pertuis...
Photo Cyril Sollier

Des fermetures sont encore annoncées pour cette fin de mois. À l'occasion des vœux au personnel soignant de Pertuis, le maire, Roger Pellenc, a rappelé sa détermination à maintenir un service de proximité.

Se rendre aux urgences des hôpitaux les plus proches... Voilà un écriteau que bon nombre de médecins, patients et maires du bassin du Sud Luberon font le vœu de ne plus voir afficher cette année.

Force est de constater que pour ce mois de janvier, cette bonne résolution est d'ores et déjà à ranger aux oubliettes. Rien que pour cette dernière semaine du mois, les urgences pertuisiennes **seront closes les nuits des 24, 25 et 26 janvier de 18 h 30 au lendemain 8 h 30.**

Sur cette même période, l'hôpital de Manosque annonce quant à lui deux jours de fermeture de ses urgences les jeudi 25 et vendredi 26, ainsi que toutes les nuits jusqu'au 29 janvier. Voilà un bassin de population estimé à 160 000 habitants laissé orphelin d'un système de soins d'urgence de proximité.

Et quand ces deux établissements de santé toussent, à Aix-en-Provence, on sent d'avance la fièvre monter... "Quand l'un va mal, on sent que l'ensemble est sous tension", reconnaissait le directeur général du centre hospitalier du pays d'Aix, **Nicolas Estienne**, à l'occasion d'une cérémonie de vœux mardi 23 janvier sur le site de l'hôpital de Pertuis.

Une visite de l'ARS attendue

Malgré les annonces de réhabilitation de l'accueil du service des urgences pour le mois d'avril, qu'a pu faire la directrice du site pertuisien Cécile Aubert, qui saluait le travail mené par le docteur Joëlle Vanneyre, chef de service, impossible d'occulter les **nombreuses fermetures qui ponctuent l'année.**

Dans ce cadre, le maire de Pertuis, Roger Pellenc assurait que le directeur de l'Agence régionale de santé (ARS), Denis Robin, devrait se déplacer au sein de l'établissement de santé pour évoquer la problématique avec le personnel soignant et les administrateurs, d'ici quinze jours. "Cette situation de fermeture est intolérable", grondait le maire pertuisien.

L'édile rappelle qu'il avait saisi les parlementaires de Vaucluse sur la question et qu'il espérait pouvoir rapidement rencontrer la nouvelle ministre de la Santé. Seule éclaircie à l'horizon : "On a ouvert quelques portes avec Marseille qui va nous soutenir dans les gardes. On devrait compter sur des urgentistes de l'Assistance publique des hôpitaux de Marseille (AP-HM)".

Pour l'édile, un retour à la normale ne pourra se faire sans revoir la loi encadrant la rémunération des médecins en intérim. "C'est ce qui nous file **le coup de bâton**. On n'a plus de vacataires, alors que les anciennes rémunérations du privé sont maintenues", déplore-t-il.

L'union du corps médical

Avec près de 18 000 passages aux urgences pertuisiennes sur les plus de 80 000 que comptabilise le CHIAP Aix-Pertuis, la crise est profonde et peut avoir de lourdes conséquences sur le territoire. Aussi, la communauté médicale du secteur essaie d'apporter son concours afin de soulager un service sous haute tension. "Les médecins de ville nous soutiennent avec la communauté professionnelle territoriale de santé du Sud Luberon (CPTS) pour que la bobologie soit prise en charge en dehors de l'hôpital".

Dans ce contexte, **Roger Pellenc** peut-il emboîter le pas de son homologue de Manosque, Camille Galtier, qui met en jeu sa démission du conseil d'administration de son centre hospitalier si aucune solution n'était trouvée ?

"Je me mets à la place du maire de Manosque qui lui est dans une situation dramatique. Il est dans l'adversité et je comprends qu'il ait cette révolte. En ce qui me concerne, j'ai l'avantage d'être avec Aix. Et ce que je peux confirmer, c'est que le corps médical aixois est dévoué pour Pertuis", temporisait le maire.

Le directeur général, Nicolas Estienne, appuyait d'ailleurs en ce sens, rappelant qu'après **la crise sanitaire** lors de laquelle "on y a laissé quelques plumes", "on a une chance, c'est d'être ensemble. Aix sans Pertuis, ce n'est pas le même hôpital, pas la même attractivité, pas la même épaisseur, et l'inverse vaut aussi." Une union affichée que les entités devront consolider, car la crise, au Chiap Aix-Pertuis, viendra aussi d'un budget de plus en plus contraint...

Hôpital privé de Provence

Le pôle santé cherche spécialistes pour compléter l'offre

C'est aussi l'autre enjeu du corps médical. Si les services d'urgence pâtissent du manque de recrues pour tenir les services ouverts, au sein de **l'Hôpital Privé de Provence** on cherche encore des spécialistes pour compléter l'offre de soin au sein du nouveau pôle santé.

Ainsi, les chirurgiens thoraciques et un pneumologue espèrent pouvoir partager un bureau de consultation de 22,4 m² et un espace de 132 m² avec une salle de repos et une salle d'attente avec un nouveau spécialiste. En complément de ces locaux, l'établissement précise que sont également disponibles deux bureaux de consultation avec des salles de soins de 37 m².

Le Pôle Santé de Provence ouvert depuis le mois de décembre ne fait pas encore complètement le plein.

"Nous recherchons un addictologue pour compléter ce cabinet et un dermatologue pour compléter l'offre médicale globale de notre site", précisait **Gabrielle Lépagney**, présidente de l'Hôpital Privé de Provence.

Sur un espace de 3000 m² ; le pôle santé accueille déjà une quarantaine de médecins et une vingtaine de cabinets médicaux proposant différentes spécialités avec une activité importante en oncologie et cardiologie mais aussi en chirurgie ORL, neurologie, rhumatologie, pneumologie, chirurgie thoracique, gynécologie, stomatologie ou encore endocrinologie et néphrologie.

L'objectif affiché est de réduire les délais d'attente des patients pour ces spécialités qui demandent parfois de longs mois d'attente, conduisant, pour certaines pathologies à un engorgement des urgences.

L'établissement de santé vient compléter l'offre de la **Maison Médicale de Provence**, installée depuis 2019 et accueille 80 consultants spécialisés autour d'une vingtaine de disciplines différentes et d'un service d'analyses médicales intégrées.

Et si l'offre ne vient pas résoudre le problème de fond de la médecine sur le territoire, cette réalisation, comme le centre médical de soins non-programmés Urgencemed, avenue des Tamaris, sont saluées par Audrey Ferullo, directrice de la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) Sainte-Victoire.

"L'absence de solutions pour se soigner conduit les habitants à engorger les services d'urgences. Le fait d'avoir des spécialistes accessibles pour les patients d'Aix, du département des Bouches-du-Rhône et des départements voisins est une excellente initiative."

En Provence, quels sont les services d'urgence qui ne sont pas encore sortis d'affaire

Par Julien DANIELIDES

Publié le 17/02/24 à 08:41 - Mis à jour le 17/02/24 à 09:03



Les urgences en France souffrent, et cela dure. La dernière grosse poussée de fièvre date de l'été dernier, où des campagnes de communication avaient incité la population à ne se rendre aux urgences qu'en dernier recours.

PHOTO d'illustration AFP / ROMAIN PERROCHEAU

Si l'Agence régionale de santé note une légère baisse de la fréquentation des urgences dans la région en 2023 par rapport à l'année précédente, elle reconnaît que le système reste toujours "fragile". Six établissements en difficulté, d'Aix-Pertuis à Manosque en passant par Martigues, font l'objet d'un audit pour tenter d'améliorer la situation.

Des fermetures nocturnes qui s'allongent, des patients qui n'en peuvent plus de patienter, des professionnels fatigués, des services qui manquent cruellement de personnel...

Les urgences en France souffrent, et cela dure. La dernière grosse poussée de fièvre date de l'été dernier, où des campagnes de communication avaient incité la population à ne se rendre aux urgences qu'en dernier recours.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur - qui compte 48 établissements disposant d'un service d'urgences - n'échappe pas au marasme. "Ce réseau, comme au niveau national, **demeure sous tension**. C'est un fort sujet d'attention pour nous. Essentiel au bon fonctionnement du système de santé, il est fragile, très sollicité", admet Denis Robin, directeur de l'Agence régionale de santé Paca (ARS).

Situation tendue d'Aix à Manosque

Les difficultés se concentrent actuellement dans plusieurs hôpitaux, dont les urgences ont dû fermer, plus ou moins longuement, leurs portes la nuit. "C'est le cas de Manosque, de Gassin Saint-Tropez dans le Var, d'Aix-Pertuis, de Draguignan, de Carpentras. Certains établissements ne sont pas frappés par des fermetures mais sont sous tension régulière, comme Martigues", énumère Denis Robin, qui signale que l'hôpital public n'est pas le seul touché. "On a aussi des services d'urgences en clinique privée qui, et c'est assez inédit, se retrouvent en difficulté et ont dû fermer par moments ; c'est le cas de l'HPP (Hôpital privé de Provence, NDLR) à côté d'Aix... La grande difficulté pour nous, c'est que la plupart de ces établissements où la situation est tendue se trouvent dans le même bassin de vie, qui va d'Aix à Manosque."

Pour ces hôpitaux, l'ARS a lancé un audit. Il devra mesurer les effectifs, les organisations internes, les relations avec la médecine de ville. En bref, améliorer l'amont et l'aval des urgences. "Certaines urgences sont asphyxiées par des patients qu'elles n'arrivent pas à renvoyer vers des filières aval. Il faut qu'on analyse pourquoi et comment on peut fluidifier. Soit en rouvrant des lits qui ont été fermés dans les services de médecine, ou en développant des services de soins de rééducation, de médecine de suite, ou en médicalisant des lits dans les Ehpad. On a inventé un nouveau métier, les IGU, infirmière gériatrie en urgences. On les finance pour orienter les personnes qui relèvent de la gériatrie. On les déploie dans une vingtaine d'établissements. Et on investit dans le 'bed management' : des cellules qui déchargent les personnels médicaux pour trouver des filières aval. Des médecins se plaignent de perdre du temps à passer des coups de fil pour trouver des lits."

"Signaux encourageants"

Si tout n'est pas rose au pays des urgences, le directeur de l'agence identifie *"plusieurs signaux encourageants. Le réseau des urgences commence à être un peu moins sollicité. On a l'impression que peut-être, même s'il faut rester prudent, on est en train d'inverser la tendance. Entre 2023 et 2022, le nombre de passages aux urgences, dans la région, a baissé de 3 %. C'est très nouveau, et pas négligeable"*.

L'ARS l'explique par une intensité moindre des épidémies hivernales, et un changement de comportement des patients : *"Tout le travail qu'on fait pour éviter que les cas les plus légers ne se retrouvent pas aux urgences et soient réorientés vers d'autres dispositifs semble produire ses effets. On constate que ce sont les cas les plus légers qui ont le plus baissé."*

Côté organisation, les dispositifs de "tri", de mobilisation de la médecine de ville, la création de centres de soins non programmés font aussi partie de l'arsenal. *"L'exemple de celui d'Aix est intéressant : il a vu 3 000 passages pendant un an. Autant de personnes qui ne vont pas aux urgences."* Enfin, motif d'espoir relevé également par Denis Robin : *"Pour la première fois depuis plusieurs années, les établissements recrutent à nouveau. Aux urgences de Timone, on est passé d'un effectif, en 2022, de 22,7 à 28,7 cette année. À l'hôpital Nord, on est à + 2. Pareil à Carpentras, dans le Vaucluse, où on vient de recruter une nouvelle cheffe de service. On a aussi des recrutements à Nice. C'est un bon signal."*



Les urgences, "un fort sujet d'attention", dit Denis Robin, directeur de l'ARS. PHOTO NICOLAS VALLAURI

Des fermetures nocturnes qui s'allongent, des patients qui n'en peuvent plus de patienter, des professionnels fatigués, des services qui manquent cruellement de personnel...

Les urgences en France souffrent, et cela dure. La dernière grosse poussée de fièvre date de l'été dernier, où des campagnes de communication avaient incité la population à ne se rendre aux urgences qu'en dernier recours.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur - qui compte 48 établissements disposant d'un service d'urgences - n'échappe pas au marasme. "Ce réseau, comme au niveau national, **demeure sous tension**. C'est un fort sujet d'attention pour nous. Essentiel au bon fonctionnement du système de santé, il est fragile, très sollicité", admet Denis Robin, directeur de l'Agence régionale de santé Paca (ARS).

Situation tendue d'Aix à Manosque

Les difficultés se concentrent actuellement dans plusieurs hôpitaux, dont les urgences ont dû fermer, plus ou moins longuement, leurs portes la nuit. "C'est le cas de Manosque, de Gassin Saint-Tropez dans le Var, d'Aix-Pertuis, de Draguignan, de Carpentras. Certains établissements ne sont pas frappés par des fermetures mais sont sous tension régulière, comme Martigues", énumère Denis Robin, qui signale que l'hôpital public n'est pas le seul touché. "On a aussi des services d'urgences en clinique privée qui, et c'est assez inédit, se retrouvent en difficulté et ont dû fermer par moments ; c'est le cas de l'HPP (Hôpital privé de Provence, NDLR) à côté d'Aix... La grande difficulté pour nous, c'est que la plupart de ces établissements où la situation est tendue se trouvent dans le même bassin de vie, qui va d'Aix à Manosque."

Un Observatoire régional des urgences activé

Un bon signal, mais qui ne fait pas travailler les soignants dans des conditions confortables pour autant. "C'est toujours fragile. C'est souvent à un effectif près. Il suffit d'une défaillance d'un médecin pour qu'on se retrouve en difficulté", reconnaît Denis Robin.

"C'est tout le système de santé qui est malmené, témoigne de son côté Pascale Jourdan, secrétaire générale CGT à l'AP-HM. Si la médecine de ville fait défaut, ça impacte l'activité des hôpitaux. Il faut recruter davantage, et améliorer les conditions de travail, qui sont souvent déplorables. Et les rémunérations peu attractives".

En attendant, l'ARS a décidé de réactiver dès cette année un Observatoire régional des urgences. "Ce sera un outil d'analyse de la situation, de diagnostic, de centralisation des données, et de proposition de solutions. Ce travail est fait avec les professionnels des urgences, chefs de services. Il permettra d'avoir une analyse qualitative des données."

Aux urgences fermées de nuit de l'hôpital Louis Raffali de Manosque, "on a l'impression d'être laissés à l'abandon"

Par Christophe Lourenco

Publié le 17/02/24 à 10:39 - Mis à jour le 17/02/24 à 10:39



Les urgences de Manosque sont continuellement fermées de nuit depuis un peu plus de deux ans.
Stéphane Duclet

Depuis un peu plus de deux ans, les urgences de l'hôpital de Manosque sont régulièrement fermées de nuit, entre 18h30 et 8h30. Une situation que subissent de plein fouet les habitants du secteur.

"Notre système de santé, qui était l'un des meilleurs du monde, se trouve dans un véritable naufrage." C'est le cri du cœur de Christian Recton, habitant de Pierrevert qui a subi de plein fouet le triste quotidien des urgences de l'hôpital de Manosque depuis un peu plus de deux ans : **des fermetures de nuit, entre 18h30 et 8h30**, auxquelles viennent s'ajouter, de manière sporadique, des fermetures de jour. La raison ? Des difficultés chroniques à recruter des médecins urgentistes afin d'**avoir un service avec un fonctionnement optimal**.

"si ma famille avait attendu le lendemain, je ne serai plus là"

"Opéré le 14 juin 2023 en ambulatoire pour des calculs rénaux, j'ai une poussée de fièvre le lendemain soir. Les urgences de Manosque fermées, le Samu ne répond pas, ma femme et mon fils décident de me descendre à Aix-en-Provence, et plus spécifiquement à l'Hôpital Privé de Provence car il y avait, respectivement, neuf heures et six heures d'attente aux hôpitaux publics d'Aix et de Pertuis. Diagnostic: choc septique et pronostic vital engagé. Après une semaine en Réanimation Urgence Vitale, j'ai été hospitalisé jusqu'à la fin du mois de juillet au service des maladies infectieuses de Manosque. Pour résumer, si ma famille avait attendu le lendemain à l'ouverture de Manosque, je ne serai plus là", narre Christian Recton.

Un témoignage qui fait écho à la fameuse pancarte affichée à l'entrée dès que les portes des urgences se ferment indiquant la marche à suivre : appeler le 15 pour régulation, revenir le lendemain, ou se rendre aux hôpitaux de Digne-les-Bains, Sisteron, Aix-en-Provence ou Pertuis.

C'est auprès de ce dernier établissement de santé que Franck a dû se rendre après une blessure à l'occasion de son déménagement à Manosque en août 2023 : *"Je n'étais pas du tout au courant de ces fermetures aux urgences. Du coup, quand je me coupe le petit doigt jusqu'à la chair vers 21h30, je m'y rends mais je me retrouve devant une entrée fermée. J'ai juste une personne à l'interphone qui me dit, de manière froide et sèche, d'appeler le 15. En gros, débrouillez-vous ! Je suis alors parti à Pertuis et ça a été réglé en 30 minutes. Mais en tant que père de famille de quatre enfants, je pense à eux ! C'est un vrai danger de ne pas pouvoir compter sur des urgences à Manosque. On a l'impression d'être laissés à l'abandon. Et honnêtement, si j'avais été au courant de ces fermetures, j'aurais réfléchi à deux fois avant de venir ici."*

"Comment une ville comme Manosque peut subir un tel manque?"

Cette inquiétude de père, Jean Gandolfo la partage en évoquant la situation de sa femme, *"sujette à des nombreuses occlusions intestinales et à répétition. Elle a subi par le passé, près de dix opérations pour cette pathologie. La fermeture des urgences de nuit est donc, pour elle, une source supplémentaire de stress et d'angoisse. Comment une ville comme Manosque et ses nombreux habitants peuvent subir un tel manque?"*.

En pointant notamment du doigt "la légèreté et le mépris" de **[l'ARS sur ce dossier](#)**, le maire Camille Galtier est tout aussi agacé par l'état des urgences de sa commune. Et il l'a fait clairement comprendre en mettant sa démission de la présidence du conseil de surveillance sur la table "en juillet prochain si l'hôpital ne retrouvait pas un fonctionnement digne de son bassin de vie de près de 100 000 personnes".

